



CCI DRÔME

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Procédure adaptée ouverte**

*Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.*

---

**MARCHE N°2526D03MP**

**MAINTENANCE DE DIVERSES INSTALLATIONS DE  
GENIE CLIMATIQUE (CONTRAT TYPE P2) DES  
DIFFERENTS SITES DE LA CCI DROME**

---

**POUVOIR ADJUDICATEUR**

**Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de la Drôme**

52-74 Rue Barthélémy de Laffemas

BP 1023

26010 VALENCE

Profil Acheteur : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Cellule régionale de la commande publique : [marches@drome.cci.fr](mailto:marches@drome.cci.fr)

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre .....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Protection des données à caractère personnel.....	5
5 - Durée et délais d'exécution .....	6
5.1 - Durée du contrat.....	6
5.2 - Reconduction.....	6
6 - Prix .....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
6.2 - Modalités de variation des prix.....	7
6.3 - Clause de déclenchement de la révision des prix .....	7
6.4 - Clause butoir .....	7
6.5 - Clause de sauvegarde .....	7
7 - Garanties Financières .....	8
8 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) .....	8
9 - Modalités de règlement des comptes .....	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
9.3 - Délai global de paiement.....	9
9.4 - Paiement des cotraitants .....	9
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	9
11 - Développement durable .....	11
11.1 - Spécifications techniques .....	11
11.2 - Conditions d'exécution .....	11
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	11
12.1 - Vérifications.....	11
12.2 - Décision après vérification.....	12
13 - Garantie des prestations .....	12
14 - Maintenance.....	12
15 - Pénalités .....	13
15.1 - Pénalités de retard .....	13
15.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance .....	13
15.3 - Pénalité pour travail dissimulé .....	14
15.4 - Autres pénalités spécifiques .....	14
16 - Assurances .....	15
17 - Clause de réexamen .....	15
18 - Résiliation du contrat .....	17
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	17
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	17
19 - Règlement des litiges et langues.....	18
20 - Dérogations .....	18

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
MAINTENANCE DE DIVERSES INSTALLATIONS DE GENIE CLIMATIQUE (CONTRAT TYPE P2)  
DES DIFFERENTS SITES DE LA CCI DROME

Les prestations attendues concernent un contrat de maintenance de type P2 :

- La maintenance préventive
- La maintenance corrective
- Assistance aux contrôles de vérification périodiques
- Assistance exploitation GTC
- Les interventions de dépannage 5j / 7j entre 7h30 et 19h.
- Des prestations supplémentaires à la demande

Le marché est traité à prix forfaitaire pour les prestations suivantes :

- La maintenance préventive,
- La maintenance curative comprise dans le plan de maintenance, y compris les fournitures < 150€HT).
- Assistance aux contrôles de vérification périodiques
- Assistance exploitation GTC
- Les interventions de dépannage.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Dans ce cadre, le marché est traité à prix unitaires pour les prestations suivantes :

- La maintenance corrective hors-forfait,
- Les prestations à la demande (fourniture des pièces de remplacement et main d'œuvre)

Lieu(x) d'exécution :

SITES	ADRESSE	TYPE	TYPE EQUIPEMENT	NIVEAUX	SURFACE PLANCHER
1. CCI - Hôtel Consulaire	52-74 rue Barthélémy de Laffemas – 26000 VALENCE	Bureaux et salles de réunion, salle de conférence	Pompe à chaleur 2 tubes – TRANE (1988)	SS / RDC / N+1 / N+2 / Toiture	3 300 m <sup>2</sup>
2. CCI - Ineed	1 rue Marc Seguin – 26300 ALIXAN	Bureaux et salles de réunion, salle de conférence	Chaudière à gaz + clim	SS (non chauffé) / RDC / N+1 / N+2 / Toiture	3 000 m <sup>2</sup>
3. CCI - Pépinière	3 rue Georges Charpak – 26300 ALIXAN	Bureaux et salles de réunion	Chaudière à gaz + CTA	Parking souterrain / RDC / N+1 / N+2	1 250 m <sup>2</sup>
4. CCI - Neopolis	12 avenue de la Gare – 26300 ALIXAN	Salles et ateliers	Chaudière à gaz	RDC / N+1	1 900 m <sup>2</sup>
5. CCI - CFPF	160 Chemin Le Mas – 26780 CHÂTEAUNEUF-DU-RHÔNE	Bureaux, salles de formation et ateliers	Chaudière à bois	RDC	1 700 m <sup>2</sup>

### ***1.2 - Décomposition du contrat***

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a choisi de ne pas diviser le marché en lots séparés, conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique. Le marché de maintenance des installations de génie climatique forme un ensemble homogène ne permettant pas d'identifier des prestations distinctes. Les interventions sur les différents sites sont étroitement liées et nécessitent une coordination technique globale pour garantir la continuité du service. Une division en plusieurs lots rendrait la gestion du marché techniquement complexe, engendrerait des surcoûts et compromettrait l'efficacité des prestations fournies.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

### ***1.3 - Type d'accord-cadre***

L'accord-cadre avec un maximum de 140 000 €HT est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

### ***1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande***

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

### ***1.5 - Réalisation de prestations similaires***

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE

- Le détail des installations techniques
- Le plan de maintenance préventive
- La procédure d'intervention de dépannage ou en cas d'astreinte
- La liste des pièces de rechange et consommables contractuels
- Les actes de sous-traitance
- Les bons de commandes (BC) et leurs annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

### **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes :

- Le Titulaire s'engage à faire respecter auprès de ses intervenants une obligation de discrétion durant leurs interventions.
- Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à des tiers tout ou partie des renseignements et des documents recueillis au cours de ses prestations, sauf autorisation écrite du pouvoir adjudicateur.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le présent accord-cadre comporte une obligation de sécurité selon les modalités suivantes :

- Les intervenants doivent avoir connaissance et prendre en compte le plan de prévention des risques.
- Les intervenants réguliers, ou leurs remplaçants, sont nommément désignés par le titulaire en vue de l'exécution des prestations. Une fiche de renseignement est établie pour chaque intervenant.
- Les intervenants possèdent les qualifications requises pour l'exécution des prestations.
- Le titulaire remet à la CCI la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement, dans les quinze (15) jours après la notification du marché.

Pour tout changement de personnel en cours de marché, le titulaire doit adresser à la CCI la fiche de renseignements concernant le nouvel intervenant avant la date de début de son intervention.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### **4 - Protection des données à caractère personnel**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter du 02/01/2026 jusqu'au 04/01/2027.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'annexe financière et de l'acte d'engagement.

Le candidat propose un montant forfaitaire annuel par site couvrant les opérations d'entretien annuel normales, la vérification de la conformité des installations, vis-à-vis des législations ou réglementations en vigueur.

**Le marché est traité à prix forfaitaire pour les prestations suivantes :**

- La maintenance préventive,
- La maintenance curative comprise dans le plan de maintenance, y compris les fournitures < 150€HT).
- Assistance aux contrôles de vérification périodiques
- Assistance exploitation GTC
- Les interventions de dépannage 5j / 7j entre 7h30 et 19h.

**Le marché est traité à prix unitaires pour les prestations suivantes :**

- la maintenance corrective hors-forfait,
- les prestations à la demande (fourniture des pièces de remplacement et main d'œuvre)

Toute commande relative aux prestations à prix unitaires fera au préalable l'objet d'un devis détaillé que le titulaire du marché soumettra à l'accord du référent de la CCI.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont les frais de déplacement et d'hébergement éventuels pour toutes les réunions nécessaires à la réalisation de la prestation).

## ***6.2 - Modalités de variation des prix***

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15\% + 85\% (ICHTrev-TS (n) / ICHTrev-TS (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est la suivante :

Code	Libellé
ICHTrev-TS	Coût horaire du travail révisé - Tous salariés

Le titulaire doit préalablement informer le Pouvoir adjudicateur de l'application de la révision en fonction de l'indice ci-dessus, avant émission de la facturation.

**Pour les prestations à prix forfaitaires** : Le titulaire intègre les variations de prix dans les factures émises à compter de la date de révision du marché.

**Pour les prestations à prix unitaires** : Le titulaire devra transmettre un nouveau bordereau de prix au moment de la révision des prix avant toute facturation aux prix révisés.

## ***6.3 - Clause de déclenchement de la révision des prix***

La révision de prix ne s'appliquera que lorsque l'incidence de la révision sera supérieure ou égale à 1% du montant des prix initiaux.

## ***6.4 – Clause butoir***

L'évolution du prix de règlement résultant de la révision des prix sera limitée à une augmentation de 3% (trois pour cent) maximum l'an.

## ***6.5 – Clause de sauvegarde***

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché, dans le cas où la révision des prix conduirait à une augmentation supérieure à 5% (cinq pour cent) d'une période à l'autre.

## **7 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **8 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme E-ATTESTATIONS mise à disposition gratuitement par la CCI, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut de production des pièces sur E-attestations, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### ***9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs***

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### ***9.2 - Présentation des demandes de paiement***

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.



Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 18263001200017
- Code service : ETB100
- Numéro d'engagement juridique : 2526D03MP

Contact comptabilité facturation : [fournisseurs-drome@auvergne-rhone-alpes.cci.fr](mailto:fournisseurs-drome@auvergne-rhone-alpes.cci.fr)

**Les factures devront être établies séparément pour chaque site.**

#### ***9.3 - Délai global de paiement***

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### ***9.4 - Paiement des cotraitants***

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

#### ***9.5 - Paiement des sous-traitants***

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

- En phase consultation : demande de compléments, rejets, attribution du marché,
- En phase exécution : les éventuels avenants, et les échanges liés à des difficultés d'exécution.

En revanche, la notification des bons de commande ne sera pas effectuée par le biais du profil d'acheteur.

#### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

#### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

#### Changement de pièces :

Dans le cas de remplacement de pièces d'un équipement, le titulaire devra privilégier les pièces "constructeur".

Dans le cas contraire, le titulaire devra justifier des avantages de la pièce choisie, s'assurer de la compatibilité de la pièce et demander son admission par le constructeur afin de ne pas rompre la garantie constructeur le cas échéant.

#### Formation du personnel :

Le personnel intervenant devra se conformer au Règlement intérieur du site sur lequel il intervient.

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Le titulaire doit réaliser la formation de son personnel et s'assurer du maintien de ses connaissances sur les plans technique, réglementaire et sécurité.

En cas de réalisation d'évolutions ou de paramétrages spécifiques sur le logiciel de gestion technique centralisé, le titulaire doit prendre à sa charge et assurer la formation du référent technique de la CCI.

#### Interlocuteurs :

- Le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur unique en charge de la gestion du contrat.
- Le titulaire s'engage à désigner un responsable technique opérationnel pour chaque site
- Une équipe de technicien affecté à chaque site.

#### Sous-traitance :

Le titulaire ne pourra pas sous-traiter les prestations, en dehors de l'exécution d'une partie des prestations liées à un paramétrage constructeur ou éditeur. Dans tous les cas, l'intervention d'un sous-traitant doit être préalablement déclaré au Pouvoir adjudicateur.

#### Intervention du personnel :

Le personnel intervenant du titulaire doit porter une tenue présentant le nom de sa société.

#### Service client :

Le titulaire devra être joignable durant les créneaux horaires contractuels.

#### Matériels :

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages ;
- Les protections ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail.

## **11 - Développement durable**

### ***11.1 - Spécifications techniques***

#### Opportunité de maintenir un équipement

Le titulaire assiste et conseille le pouvoir adjudicateur pour évaluer l'opportunité d'inclure un équipement (et ses composants) dans le contrat de maintenance. Les propositions doivent être motivées dans un rapport écrit, prenant en compte les aspects techniques, environnementaux (efficacité énergétique, prolongement de la durée de vie), financiers, sécuritaires et réglementaires liés à la maintenance, en adéquation avec les besoins spécifiques du site.

#### Devoir de conseil

Le titulaire doit informer le bénéficiaire lorsqu'une intervention de maintenance pourrait améliorer la performance énergétique des équipements. Le gain énergétique potentiel doit être estimé et communiqué au pouvoir adjudicateur.

### ***11.2 - Conditions d'exécution***

#### Modalité de transport

Pour la réalisation des prestations prévues dans le cadre du marché, le titulaire doit adopter des pratiques de transport respectueuses de l'environnement :

- Il privilégie l'usage de véhicules à faibles émissions de CO<sub>2</sub>, lorsque les trajets le permettent, notamment par le recours à des modes de transport alternatifs (véhicules électriques, hybrides, etc.).
- Les déplacements doivent être optimisés afin de réduire la consommation de carburant et limiter l'empreinte environnementale, notamment par une planification efficace des itinéraires et une mutualisation des trajets lorsque cela est possible.

#### Qualité environnementale du matériel

Le titulaire utilise des matériels performants consommant moins d'énergie et conformes aux normes en vigueur. Il privilégie les équipements qui améliorent l'efficacité énergétique des systèmes de chauffage, climatisation et ventilation.

#### Gestion des déchets

Le titulaire est responsable de la valorisation ou de l'élimination des déchets générés durant l'exécution des prestations tout au long de la durée du marché.

Il doit assurer la mise en place d'un système de collecte sélective des déchets produits lors des interventions.

L'évacuation des pièces détachées, des fluides frigorigènes, ainsi que des autres produits usagés doit être réalisée conformément à la réglementation en vigueur, notamment en assurant la traçabilité et le respect des normes environnementales applicables.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### ***12.1 - Vérifications***

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications sont effectuées dans un délai de 8 jours à compter de la signification de l'exécution des prestations. Les vérifications seront effectuées par le Responsable du site.

En cas de travaux importants, un procès-verbal de réception des travaux devra être rédigé par le titulaire et transmis par mail au Responsable de site pour signature.

### ***12.2 - Décision après vérification***

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Représentation du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution du marché :

Le responsable technique du site, est habilité à représenter le pouvoir adjudicateur auprès du titulaire pour assumer les actions suivantes :

- Réception des communications du titulaire et notification des décisions ;
- Signature et notification des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations ;
- Activation et supervision des interventions de maintenance ;
- Vérifications quantitatives et qualitatives.

## **13 - Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

- Le délai de garantie des réparations forfaitaires ou à prix unitaires est prévue sur une durée de 1 an après livraison et mise en service.
- Le délai de garantie des pièces correspond à la garantie constructeur.

## **14 - Maintenance**

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant une durée de 4 ans à compter du vendredi 02 janvier 2026. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 32 du CCAG-FCS.

**Les conditions de cette maintenance sont les suivantes :**

Le titulaire du marché est réputé avoir une parfaite connaissance du site qu'il a visité pendant la période de consultation du marché.

> Inspection préalable des sites et analyse des risques :

Il est procédé avant le début d'exécution des prestations à une inspection commune des sites pour transmettre au titulaire les consignes de sécurité applicables aux prestations et qui concernent le personnel du titulaire. Suite à cette visite, un plan de prévention des risques est établi par le titulaire.

> Première intervention et liste des intervenants :

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, dans le délai de 15 jours à dater de la notification du marché, la date de la première intervention et la liste nominative des intervenants. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire.

> Prise en charge des installations :

Le titulaire déclare avoir pris connaissance du dossier descriptif technique des installations et des conditions particulières de leur maintenance depuis la mise en service des équipements. Un rapport contradictoire de prise en charge des installations et équipements est établi par le Titulaire du marché.

> Restitution des installations :

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien ou de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné ou de tout expert retenu par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire accepte pendant le dernier mois de son marché la présence éventuelle du nouveau titulaire sans rémunération supplémentaire.

> Prise en charge et restitution de la documentation des installations :

Le titulaire s'engage à restituer, en fin d'exécution du marché, toute la documentation remise lors de la signature du marché.

> Documents à établir après intervention :

Après chaque intervention, la prestation réalisée doit être enregistrée sur l'outil de gestion des interventions du pouvoir adjudicateur s'il vient à s'équiper.

Les enregistrements et comptes rendus d'interventions préventives et interventions correctives doivent être suffisamment détaillés et préciser notamment : la date, l'heure, le nom de l'intervenant, l'équipement concerné, la description de l'intervention réalisée, les suites à donner.

Pour la maintenance préventive, il est demandé un rapport d'activités semestriels et un bilan annuel.

Pour le suivi des contrôles réglementaires des bâtiments, il est demandé au prestataire d'être présent lors de la visite de contrôle. Un rapport précisant les actions correctives réalisées suite aux visites des bureaux de contrôle sera effectué annuellement. Le registre de sécurité doit être mis à jour au fil de l'eau en fonction des interventions effectuées.

Pour les interventions de maintenance corrective, des comptes rendus seront établis à chaque intervention.

## **15 - Pénalités**

### ***15.1 - Pénalités de retard***

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00 €.

Non-respect des délais et de la fréquence de maintenance préventive proposée par le titulaire dans son planning d'intervention.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### ***15.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance***

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 1,00/30 du montant mensuel des prestations de maintenance s'applique dans les conditions de l'article 14.2 du CCAG-FCS.

### ***15.3 - Pénalité pour travail dissimulé***

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### ***15.4 - Autres pénalités spécifiques***

Pénalités	Occurrence	Précisions
Pénalité pour mauvaise exécution	Forfaitaire	Des pénalités seront appliquées si les prestations ne respectent pas les exigences techniques ou qualitatives prévues dans le marché. Des pénalités peuvent également s'appliquer (liste non exhaustive) en cas d'insuffisances répétées (non-respect des horaires ou des consignes, etc.) Une pénalité de 5% du montant forfaitaire du site concerné par manquement constaté
Pénalité pour retard ou absence de remise des documents techniques / contractuels	Journalière	Une pénalité de cent (100) euros sera appliquée par jour ouvré de retard dans la transmission de documents ou d'informations demandées par CCI de la Drôme
Pénalité de retard pour une intervention de dépannage	Forfaitaire	Une pénalité de cent (100) euros sera appliquée par demi-journée dès l'appel du responsable du site, en cas de dépassement du délai de contractuel de dépannage défini
Pénalité de retard pour une transmission de devis	Journalière	Suite à une visite de dépannage, si la correction du problème nécessite un devis (prestations non incluses dans le contrat de maintenance de type P2), le titulaire aura une semaine pour transmettre un devis Une pénalité de cent (100) euros sera appliquée par jour ouvré de retard
Pénalité de retard pour absence de mise en conformité	Journalière	Suite aux visites de vérifications périodiques obligatoires, le compte rendu de vérification sera transmis au titulaire qui aura alors 1 mois pour mettre en conformité les installations et/ou pour transmettre un devis nécessaire à la mise en conformité (prestations non incluses dans le contrat de maintenance de type P2) Une pénalité de cent (100) euros sera appliquée par jour ouvré de retard
Pénalité pour non-respect des obligations de maintenance, d'intervention et de conseil	Journalière	Une pénalité de cent euros (100) euros par demi-journée à compter de la date de réception de la première lettre de mise en demeure.

En cas de non-respect des obligations en matière de développement durable exigées dans le CCAP	Par manquement	Une pénalité de cinquante euros (50) euros par constatation d'un manquement
--	----------------	---

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

### **Modifications et ajouts pour cause d'évolutions techniques ou technologiques**

En cours d'exécution du marché le pouvoir adjudicateur, avec le consentement du titulaire ou à la demande de ce dernier, peut procéder à des modifications et à des ajouts de prestations prévues au marché afin de répondre à des évolutions d'ordre technique ou technologique.

Ces évolutions peuvent notamment aboutir à :

- la substitution de la prestation d'origine par une prestation de remplacement ;
- ou l'ajout d'une nouvelle prestation par déclinaison fonctionnelle de celle déjà existante au marché.

En tout état de cause :

- **En cas de modification : la prestation modifiée** est conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au marché et doit être techniquement équivalente ou supérieure à la prestation proposée initialement.
- **En cas d'ajout : la prestation ajoutée** est conforme à l'objet du marché et en lien direct (déclinaison ou accessoire ou option) avec la prestation du marché et nécessaire à la bonne exécution du marché.

Le prix net de la prestation modifiée ou ajoutée est déterminé de la manière suivante :

- le titulaire justifie par tout moyen l'équivalence des conditions économiques entre la prestation modifiée ou ajoutée et la prestation analogue existant au marché.

### **Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire et normative**

En cours d'exécution du marché, une évolution de la réglementation ou des normes applicables au marché peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre consistant en la modification des prestations figurant au bordereau de prix, et/ou en l'ajout d'une ou plusieurs prestations non prévues au bordereau de prix.

En tout état de cause, l'augmentation des prix résultant de cette situation ne saurait excéder le coût de la mise aux normes des prestations.

### **Ajout d'un ou plusieurs nouveaux bâtiments**

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut ajuster son besoin en ajoutant des bâtiments et/ou équipements supplémentaires au périmètre initial. Dans ce contexte, le titulaire s'engage à accepter toute évolution du périmètre du marché, incluant l'ajout de nouveaux bâtiments et/ou équipements en cours d'exécution.

Pour chaque bâtiment ou équipement supplémentaire, le pouvoir adjudicateur fournira un « Descriptif du site » et une nouvelle « Liste d'équipements », qui seront transmis au titulaire pour qu'il réalise le chiffrage correspondant.

Le chiffrage par le titulaire sera effectué en appliquant les prix définis dans le « Bordereau des prix » de l'accord-cadre.

### **Options et prestations complémentaires sur devis**

Dans le cadre d'un devis avant une commande, et pour répondre au besoin du pouvoir adjudicateur, ce dernier peut demander au titulaire les modifications suivantes :

- l'ajout de prestations ne figurant pas au marché ;
- le remplacement de prestations initialement prévues au marché par des prestations non prévues au marché ;

Les modifications peuvent concerner des accessoires, des options, des logiciels, des équipements, des aménagements, des matériels ou des prestations de services.



En tout état de cause, les modifications demandées doivent être conformes à l'objet du marché et ne pas le modifier substantiellement.

Les modifications demandées donnent lieu à l'établissement d'un devis préalable par le titulaire. Ce devis, daté et signé par le titulaire. La durée de validité du devis est indiquée sur celui-ci.

**Réexamen des conditions financières, notamment dans les cas suivants :**

- En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale de l'accord-cadre ou à son équilibre financier ;
- En cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la réalisation des prestations.

## **18 - Résiliation du contrat**

### ***18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre***

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### ***18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire***

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **20 - Dérogations**

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services